

# Revue Catholica

Revue de réflexion politique et religieuse

## Participation publique, démocratie privée

Francois Vauthier , le samedi 5 février 2011

La démocratie, dans ses formes les plus contemporaines, multiplie les expérimentations visant à dépasser son essoufflement autant que ses impasses autoritaires ou oligarchiques, et à obtenir un regain d'intérêt dans un contexte d'anéantissement croissant de toutes les formes symboliques du pouvoir et de disparition du politique. Ces expérimentations sont multiples et d'origines diverses : économique et gestionnaire, avec le nouveau management de l'action publique (dont il s'agit de « changer le logiciel » selon l'expression révélatrice en vogue), idéologique et davantage politique, comme dans le cas de la « bonne gouvernance » et de ses dérivés au premier rang desquels se situe la démocratie participative. A l'image de la gouvernance, celle-ci illustre cette tendance à la dislocation des organisations politiques, produisant des formes disséminées de pouvoir, d'intérêts privés à l'origine d'une ingouvernabilité croissante des sociétés actuelles. Le propos ici développé vise donc à dégager quelques traits saillants de cette nouvelle configuration, en s'appuyant sur le cas des exercices de démocratie participative auxquels sont désormais contraintes nombre de procédures réglementaires dans le cadre de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

### Recompositions du militantisme politique

Les politiques d'aménagement et d'urbanisme constituent un excellent lieu d'observation de la démocratie participative comme de l'évolution des formes de mobilisations spontanées qui la précèdent. L'espace et l'environnement matériel immédiat ont en effet cristallisé ces vingt dernières années un nombre croissant de mobilisations privées (individuelles ou collectives), qui témoignent des préoccupations propres aux sociétés bourgeoises avancées. La nature de ces revendications spontanées n'a plus rien de commun avec les révoltes spontanées des classes populaires dans les grandes métropoles du XIXe siècle contre leurs conditions scandaleuses de misère. Les personnes « mobilisées » sont aujourd'hui surtout des particuliers en colère en vue de défendre le confort impliqué par le mythe de l'american way of life (vivre en paix dans son pavillon, loin de la ville), dérangés par la perspective de l'implantation d'une nouvelle déchetterie, d'un aéroport ou d'un programme de logement social. Soulignons que les conflits de voisinage sont en tête des statistiques de plaintes ; la mobilisation dite politique n'est ainsi parfois qu'une tentative d'extension d'intérêts privés dans la sphère publique. Le « syndrome NIMBY » résume les traits généraux de cette ambivalence consistant à vouloir les avantages de la vie moderne sans les nuisances associées. On y trouve pêle-mêle des motifs difficiles à dénouer depuis une vulgaire xénophobie à l'égard de réfugiés jusqu'à une colère légitime suite à des vols et dégradations répétés, une insurrection contre un équipement public jugé bruyant, etc. [...]

Le samedi 5 février 2011 à 22:20 . Classé dans [Numéro 110](#). Vous pouvez suivre toutes les réponses à

---

ce billet via le [fils de commentaire \(RSS\)](#). Les commentaires et pings ne sont plus permis.